Histoire de l'enseignement en France

Jean-Noël Luc (dir.), Jean-François Condette et Yves Verneuil, Armand Colin, 2020, 416 p.

Jean-Pierre Véran

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/11320>

DOI : 10.4000/ries.11320

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2021

Pagination : 40-42

ISBN : 978-2-85420-631-9

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean-Pierre Véran, « *Histoire de l'enseignement en France* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 88 | décembre 2021, mis en ligne le 01 décembre 2022, consulté le 24 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/ries/11320> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.11320>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2023.

Tous droits réservés

Histoire de l'enseignement en France

Jean-Noël Luc (dir.), Jean-François Condette et Yves Verneuil, Armand Colin, 2020, 416 p.

Jean-Pierre Véran

RÉFÉRENCE

Histoire de l'enseignement en France, Jean-Noël Luc (dir.), Jean-François Condette et Yves Verneuil, Armand Colin, 2020, 416 p.

- 1 Ce panorama de deux grands siècles d'enseignement (des débuts du XIX^e siècle à ceux du XXI^e siècle), alliant chronologie et diachronie, intéressera les lecteurs curieux d'éducation de divers pays.
- 2 D'une part, parce qu'il ne manque pas, examinant dans son dernier chapitre l'état présent, de s'appuyer sur les comparaisons internationales pour situer l'enseignement français par rapport à d'autres. Sans surprise, les auteurs¹ soulignent l'échec scolaire plus qu'ailleurs corrélé à l'origine sociale des élèves, l'anxiété des élèves et leur faible sentiment d'intégration dans l'établissement (40 % contre une moyenne européenne de 73 %), la part restreinte de l'enseignement de premier degré dans la dépense éducative par rapport au secondaire supérieur (la France est 16^e sur 19 pays de l'OCDE pour l'un, 3^e sur 19 pour l'autre), une année scolaire pour les écoliers des plus courtes (144 jours contre 185 en moyenne) mais un temps de travail scolaire des plus longs (864 heures contre 767 dans l'Union européenne).
- 3 D'autre part, parce que ces données statistiques sont éclairées par l'histoire de deux siècles d'éducation d'État en France. On trouvera la source de l'inégalité de traitement entre école et lycée dans la solide distinction établie entre l'ordre primaire et l'ordre secondaire, séparation non pas chronologique, le secondaire venant après le primaire, mais longitudinale, l'école du peuple allant des écoles publiques et privées aux écoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay, en passant par le primaire supérieur, celle des notables des classes primaires et enfantines des lycées jusqu'aux grandes écoles littéraires et scientifiques, dont l'École normale supérieure de la rue

d'Ulm. Progressivement, au cours du xx^e siècle, cette séparation longitudinale s'estompe, mais s'y substitue une politique de filières, de sélection et d'orientation qui maintient, à l'intérieur d'un système désormais unifié jusqu'à la fin du collège, le patient travail de sélection des meilleurs pour les parcours généraux longs, les autres étant destinés à des formations professionnelles pouvant être plus courtes.

- 4 Enfin, tout lecteur curieux de l'École fera, au fil de sa lecture, des découvertes. Il est bon de montrer que la généralisation de l'instruction fut déjà une préoccupation de l'Ancien Régime, traduite par les ordonnances royales de 1698 et 1724, qui imposent l'ouverture dans chaque paroisse d'une école de garçons et d'une école de filles, et qu'en 1788, 47 % des hommes et 27 % des femmes signent leur acte de mariage. Il est salutaire de rappeler que Voltaire, homme des Lumières s'il en fut, écrivait en 1766 à son ami Damilaville :

Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous faisiez valoir comme moi une terre, et si vous aviez des charrues, vous seriez bien de mon avis. Ce n'est pas le manœuvre qu'il faut instruire, c'est le bon bourgeois [...].

- 5 Il est utile de savoir que, sous la République enseignante, à partir des années 1880, 1 % de la population scolaire (lycéens et étudiants du supérieur) reçoit 22 % de la dépense publique d'éducation. Que le plan d'études de 1902, qui préconise une assemblée des professeurs et des conseils d'enseignement pour promouvoir le *self-government* pédagogique, se heurte à l'individualisme des professeurs. Que ce plan instaure le passage à l'heure de classe, qui était jusque-là d'une durée double (18 à 20 heures de classe pour 40 heures d'étude dans les internats lycéens du xix^e siècle). Important aussi de mesurer l'héritage du régime de Vichy, pas seulement par la honte des mesures antijuives et la fermeture des écoles normales, mais avec aussi l'enseignement des langues régionales (1 heure 30 hebdomadaire facultative en 1941) ou l'agrégation de géographie, créée en 1943.
- 6 Plus globalement, le lecteur sera reconnaissant aux auteurs de la déconstruction de certaines représentations qui ont la vie dure : ils soulignent les porosités entre ordre primaire et secondaire, éclairent nettement l'importance d'un tiers ordre, l'ordre technique (industriel, commercial et agricole), montrent que la part de l'État dans la dépense publique d'éducation ne devient majoritaire qu'à la fin du xix^e siècle, la coproduction de la dépense éducative étant à la charge des communes pour 36 %, des départements pour 17 %, des familles pour 28 % et de l'État pour 18 % seulement dans les premières décennies du siècle. Ils ont aussi le mérite de souligner au fil du temps les continuités tout autant que les ruptures, les premières l'emportant sur les secondes.
- 7 Le lecteur pourra également s'interroger sur la recherche par les auteurs d'une pensée de juste milieu qui ne questionne pas certaines notions ou concepts idéologiques. La conclusion est révélatrice de cet apparent équilibre de la réflexion :

Sans se désintéresser du destin des recalés, on peut s'interroger sur les limites d'une « École de la réussite ». Les taux de lauréats peuvent-ils s'accroître indéfiniment partout sans une diminution continue du niveau d'exigence, donc de la légitimité des diplômes délivrés ?
- 8 Sous l'habit d'un bon sens du meilleur aloi, on voit échapper à toute remise en question une fonction de machine à trier de l'école : pour qu'il y ait des lauréats, il faut bien qu'il y ait des recalés, et le but de l'école n'est pas la transmission d'une culture, l'épanouissement de compétences à travers des apprentissages variés, mais la délivrance d'un diplôme. On aurait aimé que les auteurs, lorsqu'ils évoquent l'idéal

méritocratique, les enfants méritants, exceptionnellement doués, ou l'égalité des chances, emploient des guillemets. Ils ne le font pas, et la définition qu'ils donnent ainsi de l'égalité des chances au chapitre 4 de la 4^e partie est révélatrice : « l'orientation, les bourses et les parcours dépendent des seuls résultats, donc des aptitudes et du travail ». Voici donc par exemple, sorti de l'analyse, l'impact très diversifié de ce que Lahire appelle « les enfances de classe » sur les aptitudes et le travail des élèves. L'ouvrage s'inscrit ainsi dans une vision très française, bien éloignée de celle portée par John Dewey ou marquée dans l'éducation des pays germaniques : on n'y remet pas plus en question la hiérarchisation des filières de formation qu'on ne se préoccupe de permettre à chaque élève de développer ses « capacités distinctives » et de les mettre au service du groupe.

- 9 Ainsi, cet ouvrage apporte à la connaissance de deux siècles d'histoire de l'enseignement en France une très solide contribution, qui n'est pas exempte d'inscription dans une forme scolaire consolidée au fil de ces mêmes siècles et dont les fissures actuelles ne questionnent pas les auteurs. Serait-ce vraiment le prix à payer pour pouvoir s'écrier : « Vive l'école quand même ! » ?

NOTES

1. J.-N. Luc est professeur d'histoire contemporaine à Sorbonne Université, président de l'Association des historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur et de la recherche en 2007. Ses travaux portent notamment sur l'histoire de l'enseignement et celle de la gendarmerie. J.-F. Condette est professeur d'histoire contemporaine à la Communauté d'universités et d'établissements Lille-Nord-de-France ; ses travaux portent notamment sur les structures éducatives et universitaires des XIX^e et XX^e siècles. Y. Verneuil est maître de conférences à l'université de Reims, HDR en histoire contemporaine, spécialiste de l'histoire de l'éducation, notamment du corporatisme enseignant.

INDEX

Index géographique : France

Mots-clés : histoire, système éducatif

Keywords : history, educational system

Palabras claves : historia, sistema educativo

AUTEURS

JEAN-PIERRE VÉRAN

Jean-Pierre Véran est inspecteur d'académie (H), membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* et expert auprès de France Éducation International en coopération éducative. Il intervient sur les questions de gouvernance des organisations éducatives, de politiques éducatives et d'éducation aux médias et à l'information. Auteur de plusieurs ouvrages, il tient également un blog consacré à l'éducation sur *Mediapart* : <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-pierre-veran/> ; courriel : [jeanpierreveran2\[at\]gmail.com](mailto:jeanpierreveran2[at]gmail.com)